



Samedi 6 janvier. L'association Droit au logement a appelé à manifester dans les rues de Paris pour soutenir les familles. SADAK SOUICI

À Paris, 38 familles exigent un logement

PRÉCARITÉ Depuis le 25 décembre, des familles, sans domicile fixe et prioritaires Dalo, campent dans le 7^e arrondissement. Elles demandent au gouvernement l'application de la loi : un habitat décent.

« **L** rue, c'est la mort ! Un toit, c'est la vie ! » La banderole jaune est accolée à la gigantesque tente installée par l'association Droit au logement (DAL), le 25 décembre 2023, à la sortie de la station Solférino, sur le très chic boulevard Saint-Germain, à deux pas de la mairie du 7^e arrondissement. En ce premier week-end de janvier, après deux semaines d'occupation, le DAL a décidé de frapper fort en organisant une manifestation. L'objectif est d'interpeller le ministère du Logement. Ce dernier reste, pour l'instant, silencieux face aux 38 familles qui campent ici depuis Noël. Une délégation a bien été reçue, le 28 décembre, mais aucune n'a obtenu de réponse. Elles ont, pour la plupart, fait des demandes de logement social et de Dalo. Elles réclament un hébergement stable et décent. C'est le cas de Maryam (1), 44 ans. Originaire

de Tunisie, elle est arrivée en France en 2016. « Je suis restée six ans sans papiers. Dès que j'ai été régularisée, j'ai fait une formation à l'université », explique-t-elle. Titulaire d'un DU, Maryam est aujourd'hui médiatrice interculturelle dans une association. « Je suis en CDI. Malgré cela, les loyers du parc privé restent trop chers pour que je puisse me loger ! » déplore-t-elle. Hébergée depuis septembre chez des amis, elle espère que sa demande de logement social, formulée en 2022, aboutira bientôt. « Ici, on est tous prioritaires Dalo, mais on n'a aucune proposition, alors que nous travaillons et cotisons ! Un des problèmes réside dans la galère de la régularisation. Elle crée de la précarité administrative, qui en appelle d'autres, et dont il est difficile de sortir », constate amère Maryam.

Membres du DAL, militants venus en soutien et habitants du campement s'élançant dans les rues alentour, casseroles et vieilles poêles en main. « Y en a marre des loyers chers ! », « Logement pour tous ! » Les slogans

fusent, scandés à tue-tête par les manifestants. Dana en fait partie. Vêtue d'une parka noire et de chaussures de randonnée, la jeune femme de 37 ans porte un immense drapau du DAL. Le froid de l'après-midi lui glace les mains. Originaire de Russie, Dana est en France depuis 2014 et vit sans domicile fixe depuis décembre 2023. « J'ai quitté mon appartement car le propriétaire a refusé de faire des travaux. Ma fille est tombée malade à cause de l'insalubrité », se souvient-elle. « Pour l'instant, je suis au chômage. Avant, je travaillais dans la restauration. Je gagnais très bien ma vie. » Comme Maryam, Dana n'a pu se reloger dans le parc privé à cause de la cherté des loyers.

En attente de logement social depuis 2020, elle a fait une deuxième demande Dalo en mars 2023. « Je ne veux pas que ma fille dorme au campement. Elle dort chez des camarades de classe. C'est trop difficile ici, y compris pour les adultes », confie la jeune quadragénaire. Le froid qui devrait s'intensifier dans

CLIMAT DÉCLENCHEMENT INÉGAL DU PLAN GRAND FROID

Avec la chute brutale des températures, certaines préfectures ont déclenché leur « plan grand froid ». Il permet l'ouverture de places d'hébergement supplémentaires, un renforcement des équipes du 115 et une extension des maraudes, pour protéger les personnes à la rue contre les risques sanitaires liés au froid. Cette réponse se met en place alors qu'au moins 2 000 enfants vivent actuellement dans la rue, mais continuent de dépendre de la bonne volonté préfectorale. Alors que certains départements ont déjà commencé à s'organiser face au froid, rien par exemple n'a été fait dans le Rhône, où le collectif Jamais sans toit alertait encore, le 6 janvier, sur la remise à la rue prévue aujourd'hui de 56 enfants et de leurs familles.

les prochains jours n'épargne aucun des habitants du campement. Salah, 73 ans, refuse d'y dormir. Le retraité loue une chambre d'hôtel depuis un mois dans la capitale. « Avant cela, j'ai dormi pendant un an et demi dans ma voiture », précise-t-il. Originaire de Tunisie, Salah vit en France depuis 1980. Après avoir travaillé pendant quarante ans dans la couture, il se retrouve aujourd'hui privé de revenu. « Toutes mes économies se sont évaporées dans les loyers lorsque j'habitais Marseille. » Dans ces conditions financières, Salah sait qu'il ne pourra pas rester longtemps à l'hôtel. « Si je ne trouve rien d'ici fin janvier, je retournerai dormir dans ma voiture. Je suis fatigué et malade. Je désire juste un endroit où dormir ! » plaide le retraité.

« LA RUE, C'EST LA MORT ! »

Après un sit-in devant le ministère du Logement, la manifestation, passée par le musée d'Orsay et les très chics petites rues alentour, est de retour métro Solférino. Le bruit des casseroles et des poêles continue. « On se bat pour les familles qui campent ici et pour toutes les personnes qui souffrent des loyers trop chers. Avoir un logement est un besoin essentiel. La rue, c'est la mort ! » rappelle le fondateur du DAL, Jean-Baptiste Eyraud. Dans son 11^e rapport annuel, le collectif Les mort de la rue affirme que l'espérance de vie des personnes sans abri est en moyenne de 49 ans – 46 ans pour les femmes, 50 ans pour les hommes –, contre 80 ans dans la population générale. Le collectif a dénombré, en outre, 624 décès en 2022. Parmi eux, les hommes étaient majoritaires (87 %) par rapport aux femmes (13 %). Des sans-abri meurent en toute saison, mais ils sont particulièrement menacés par les périodes de basses températures : 37 % en hiver, 24 % en automne. Et Jean-Baptiste Eyraud de fustiger : « Le gouvernement fait passer le respect du droit à la propriété privée devant la protection des plus fragiles ! » ■

BÉRÉNICE PAUL

(1) Le prénom a été changé.